



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission chargée des questions
européennes**

**RÉUNION DU
LUNDI 3 MAI 2021**

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie belast met de Europese
Aangelegenheden**

**VERGADERING VAN
MAANDAG 3 MEI 2021**

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Question orale de Mme Latifa Aït Baala 1

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'exposition photographique 'Voices from Syria'".

Question orale de M. Geoffroy Coomans de Brachène 2

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "la conférence sur l'avenir de l'Europe à Strasbourg".

Question orale de M. Geoffroy Coomans de Brachène 5

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'éventuelle mise en place d'une plateforme pour la recherche de financements européens".

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Latifa Aït Baala 1

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de fototentoonstelling 'Voices from Syria'".

Mondelinge vraag van de heer Geoffroy Coomans de Brachène 2

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de conferentie over de toekomst van Europa in Straatsburg".

Mondelinge vraag van de heer Geoffroy Coomans de Brachène 5

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de eventuele oprichting van een platform voor het zoeken naar Europese financiering".

Présidence : M. Rachid Madrane, président.

Voorzitterschap: de heer Rachid Madrane, voorzitter.

QUESTION ORALE DE MME LATIFA AÏT BAALA

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW LATIFA AÏT BAALA

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

concernant "l'exposition photographique 'Voices from Syria'".

betreffende "de fototentoonstelling 'Voices from Syria'".

Mme Latifa Aït Baala (MR).- À l'initiative de l'Union européenne (UE), dix places bruxelloises ont accueilli un parcours photographique intitulé "Voices from Syria" jusqu'au 30 mars. Celui-ci mettait en lumière l'histoire de femmes et d'hommes touchés par la guerre en Syrie.

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR) (in het Frans).- Tot 30 maart liep op tien locaties in Brussel de fototentoonstelling "Voices from Syria". Het initiatief van de EU wilde de slachtoffers van de oorlog in Syrië in het licht zetten: mannen en vrouwen die getuigen van een van de grootste vluchtelingencrises in de moderne geschiedenis.

Pour rappel, ce pays a déjà vécu dix ans de conflits. La crise des réfugiés qui en découle est considérée comme l'une des plus graves de l'Histoire moderne. Par ailleurs, cette exposition a le mérite de mettre à l'honneur deux Bruxelloises courageuses et investies pour les droits humains : une photographe et une journaliste. L'une a réalisé les prises de vues, l'autre a écrit les textes les accompagnant.

Heeft het Brussels Gewest meegewerkt aan de organisatie en de promotie van de expo? Welke Europese instelling heeft het initiatief genomen? Zijn er gegevens over het aantal bezoekers en hun reacties? Komen er nog zulke initiatieven rond andere internationale kwesties?

Comment la Région de Bruxelles-Capitale a-t-elle fait connaître cette exposition, qui a eu lieu dans dix de ses dix-neuf communes? Avez-vous été partie prenante lors de son organisation, en coordination avec l'UE? De quelle manière? Quel organe européen l'organisait-elle? Disposez-vous d'éventuels indicateurs de performance, qui permettront d'en évaluer l'impact? Des retours de citoyens vous sont-ils revenus quant à l'exposition? Quel sentiment en découle? Savez-vous si ce type d'initiative est amenée à se reproduire pour d'autres causes internationales?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- Het Brussels Gewest is op geen enkel moment betrokken geweest bij de organisatie. Alleen de gemeenten hebben eraan meegewerkt. Voor een antwoord op uw vragen richt u zich dus het best tot hen.

M. Pascal Smet, secrétaire d'État.- Malheureusement, je ne suis pas en mesure de répondre à vos questions. En effet, la Région bruxelloise n'a, à aucun moment, été impliquée dans l'organisation de cette exposition. Dix communes y ont été associées mais, à ma connaissance, aucune administration régionale n'a été partie prenante. Je vous conseille dès lors de vous tourner vers les communes.

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR) (in het Frans).- Ik had toch verwacht dat het Brussels Gewest aan zo'n zinvol project zou deelnemen, want het biedt een andere kijk op de vluchtelingenproblematiek. Ik betreur dus dat het gewest er niet aan heeft meegewerkt.

Mme Latifa Aït Baala (MR).- Je m'attendais vraiment à ce que la Région bruxelloise soit associée à une telle exposition, notamment parce qu'elle participe à plusieurs initiatives en lien avec la lutte contre les discriminations. Dès lors, ce type de projet a son sens, car il permet de changer notre regard sur la crise des réfugiés en particulier et sur le réfugié de manière générale. Je regrette donc la non-participation de la Région, qui n'a peut-être pas été sollicitée.

- Het incident is gesloten.

- L'incident est clos.

QUESTION ORALE DE M. GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "la conférence sur l'avenir de l'Europe à Strasbourg".

M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).- Le 10 mars dernier, le président du Parlement européen, David Maria Sassoli, le Premier ministre portugais, António Costa, au nom de la présidence du Conseil de l'Union européenne, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé à Bruxelles la déclaration commune relative à la conférence sur l'avenir de l'Europe.

La ville de Strasbourg, où le Parlement européen n'a pas siégé depuis un an en raison de la crise sanitaire, s'est dite prête à accompagner cette conférence. Pourtant, le siège du Parlement européen à Strasbourg n'est occupé par les eurodéputés que lors de sessions plénières, soit trois jours et demi par mois. Une grande partie du travail parlementaire est faite à Bruxelles, où se trouvent notamment la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne.

Comme vous le savez sans doute, l'épidémie du Covid-19 a créé une grande frustration dans le chef de la métropole alsacienne au sujet des séances plénières. En effet, le parlement a décidé en majorité de mener les sessions "à distance jusqu'à nouvel ordre", et si des députés tiennent tout de même à être présents, c'est à Bruxelles.

Quel est le suivi assuré par vos services à ce dossier ? Avez-vous eu contact avec votre homologue strasbourgeois à ce sujet ? Une réunion entre vos services et le commissaire aux affaires européennes a-t-elle eu lieu avec le président du Parlement européen ? Dans l'affirmative, avez-vous abordé cette problématique ? Quelles sont les réactions et démarches de la part des autorités régionales bruxelloises afin de ne pas être les grands oubliés de ces discussions ?

Le commissaire à l'Europe vous a-t-il proposé une stratégie permettant de garantir à Bruxelles le maintien de son leadership dans le cadre de cette discussion primordiale ? Si oui, pouvons-nous en connaître les contours ?

Avez-vous déjà estimé les conséquences budgétaires qu'aurait la perte d'une partie des prérogatives de Bruxelles au profit de Strasbourg ? Dans l'affirmative, pouvons-nous connaître le poids économique et financier de chacune des entités européennes installées à Bruxelles ?

M. Pascal Smet, secrétaire d'État.- La conférence sur l'avenir de l'Europe vient d'entamer ses travaux. Il s'agit en l'occurrence

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de conferentie over de toekomst van Europa in Straatsburg".

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) *(in het Frans).*- Binnenkort gaat de conferentie over de toekomst van Europa van start. Straatsburg heeft zich kandidaat gesteld als organisator, hoewel het Europees Parlement daar al een jaar niet meer bijeenkomt wegens de coronacrisis. Bovendien vindt het grootste deel van het parlementaire werk sowieso plaats in Brussel. Alleen voor de plenaire zittingen, zo'n drieënhalve dag per maand, trekken de parlementsleden naar Straatsburg.

Tot grote frustratie van de burgemeester van Straatsburg besliste het parlement echter tot nader order online te vergaderen. Als de parlementsleden toch verkozen om aanwezig te zijn, moeten ze naar Brussel komen.

Hoe volgt u dit dossier op? Hebt u dit aangekaart bij uw collega in Straatsburg en bij de voorzitter van het Europees Parlement? Wat onderneemt de Brusselse overheid om niet over het hoofd te worden gezien?

Heeft de Brusselse Commissaris voor Europa en de Internationale Organisaties een strategie voorgesteld om de leiderspositie van Brussel ter zake te handhaven?

Hebt u een schatting gemaakt van de financiële gevolgen als Brussel een deel van zijn verworven rechten zou verliezen ten nadele van Straatsburg? Wat is de economische en financiële impact van de aanwezigheid van elk van de Europese instellingen in Brussel?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris *(in het Frans).*- De conferentie over de toekomst van Europa heeft een grote

d'une série de débats et de discussions dirigés par les citoyens, où les citoyens de toute l'Europe peuvent partager leurs idées et contribuer à bâtir notre avenir commun. Elle est unique en son genre.

La conférence sera lancée officiellement lors de la Journée de l'Europe, le 9 mai, à Strasbourg. En effet, il n'est pas exceptionnel que des événements à haute valeur symbolique soient organisés dans cette ville ; c'est même une tradition. Il n'y a dès lors pas lieu de présumer que "Bruxelles est laissée de côté dans ces discussions". J'ai donc un peu de mal à comprendre votre question sur une possible perte des prérogatives de Bruxelles au profit de Strasbourg.

Nous n'avons bien entendu pas eu de concertation avec les autorités politiques de Strasbourg à ce sujet. En effet, la Région n'a aucune compétence sur les questions de siège, qui relèvent des États membres, ni sur l'organisation interne de ses travaux par le Parlement européen.

127 Nous sommes très impliqués dans la question de la présence européenne à Bruxelles. De leur côté, les instances européennes sont satisfaites de l'approche structurelle de la Région à cet égard, qui a débuté sous la précédente législature.

Tous les trois à quatre mois, une réunion à ce sujet se tient au plus haut niveau entre le ministre-président, les ministres concernés et moi-même, et le vice-président du Parlement européen compétent en cette matière, le secrétaire général du Parlement européen et le commissaire européen compétent pour la question du siège et des institutions à Bruxelles.

Nous rencontrons également le secrétaire général du Conseil des ministres et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur une base régulière. Toutes ces rencontres se passent très bien, sous la coordination du Commissariat à l'Europe et aux organisations internationales.

Par ailleurs, des réunions bilatérales ont lieu entre le commissaire européen, le ministre-président et moi-même. J'ai rencontré le commissaire européen il y a quelques semaines et une nouvelle réunion, en présence du ministre-président, est prévue dans deux à trois semaines. Ces réunions se passent de façon assez satisfaisante.

À Strasbourg, ils ont plutôt l'impression que Bruxelles est favorisée, contrairement à ce que vous pensez. Cependant, nous restons attentifs, car le président de la République française accorde beaucoup d'importance au siège français.

Pour conclure, le fait que la conférence débute à Strasbourg s'inscrit dans la tradition du Parlement européen.

129 **M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).**- Je suis inquiet que M. Smet ne voie pas l'intérêt de ma question, car je pense justement que nous ne poursuivons pas de stratégie à ce sujet. Je crains que nous partions avec un excès de confiance.

symbolische waarde: burgers uit heel Europa zullen er ideeën kunnen uitwisselen. Het is een Europese traditie dat dergelijke evenementen plaatsvinden in Straatsburg.

Het is echter absoluut niet de bedoeling dat Brussel uit de boot valt. Ik begrijp uw vraag over het verlies van verworven rechten aan Straatsburg dan ook niet helemaal. We hebben deze kwestie niet aangekaart bij de beleidsverantwoordelijken in Straatsburg. Het gewest heeft immers geen enkele zeggenschap over de locatie of de interne organisatie van het Europees Parlement. Dat komt de lidstaten toe.

Om de drie à vier maanden wordt er op hoog niveau vergaderd over de Europese aanwezigheid in Brussel met de minister-president, de betrokken ministers en ikzelf, de ondervoorzitter van het Europees Parlement en de bevoegde Europese commissaris. Daarnaast ontmoet ik ook geregeld de secretaris-generaal van de Raad en de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid.

Er vinden ook bilaterale vergaderingen plaats met de Europees commissaris, de minister-president en ikzelf. Die lopen op rolletjes.

In tegenstelling tot wat u denkt, overheerst in Straatsburg de gedachte dat Brussel wordt bevoordeeld. We blijven echter alert, want de Franse president hecht veel belang aan de Europese rol van Straatsburg.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) (in het Frans).- *Ik vind het niet geruststellend dat u het belang van mijn vraag niet inziet. Ik vrees dat u er wat te gerust in bent.*

Certes, nous sommes dans une dynamique positive, nous avons les cartes en main. Cependant, puisque nous n'avons pas élaboré de stratégie, certains pourraient facilement affirmer que Bruxelles a un peu trop et qu'il faut procéder à un rééquilibrage. Si Bruxelles ne se positionne pas de manière suffisamment claire, elle court le risque de perdre l'hégémonie et une grande partie de son statut. Dans les traités, Strasbourg reste un lieu officiel. Demain, il pourrait être décidé de respecter les dispositions européennes à la lettre.

Je regrette d'ailleurs que le secrétaire d'État n'ait pas répondu à ma dernière question, car le poids financier et budgétaire de ces institutions sur l'économie bruxelloise n'est pas négligeable. Si demain l'État fédéral décidait de lâcher du lest, de laisser les choses partir vers Strasbourg, l'impact sur l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale serait énorme.

Nous avons donc intérêt à nous positionner, à être présents dans ce débat de façon constructive, claire et honnête, parce que nous devons faire valoir la voix bruxelloise, et la voix des Bruxellois, dans ce débat européen. Je ne voudrais pas que nous ayons à le regretter dans les prochaines années.

131 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Quelle manière étrange de poser des questions. Informez-vous auprès de votre collègue, Mme Wilmès ! Elle vous expliquera le rôle important qu'a joué la Région dans la vaccination des fonctionnaires européens à Bruxelles. Nous prenons nos responsabilités et sommes proactifs.

Nous menons, je crois, la bonne stratégie pour le quartier européen, avec lequel nous avons désormais de bonnes relations, ce qui n'a pas toujours été le cas. Et nous travaillons main dans la main avec le gouvernement fédéral. C'est logique !

Si vous voulez contribuer à ces bonnes relations, soutenez le réaménagement du rond-point Schuman. Les instances européennes ne demandent pas mieux que de faire de ce grand carrefour un espace de convivialité.

133 **M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).**- Lors de deux questions récentes, j'ai reçu des réponses qui n'en étaient pas. C'était notamment le cas au sujet du quartier européen, où il y a un véritable problème et pourtant le gouvernement bruxellois semble rester au balcon.

Je vous ai interpellé sur la réaction des autorités strasbourgeoises et vous avez répondu que vous avez choisi de ne pas réagir. Cela me fait peur. Nous devrions faire connaître la position de la Région bruxelloise.

Si le secrétaire d'État était plus clair dans ses réponses, je ne devrais peut-être pas poser toutes ces questions.

- *L'incident est clos.*

Momenteel hebben we de kaarten in handen, maar omdat er duidelijk geen strategie uitgewerkt is, kunnen anderen misschien opwerpen dat er te veel Europese instellingen in Brussel zijn gevestigd en dat die kwestie opnieuw moet worden bekeken. Als het gewest geen duidelijker standpunt inneemt, kan het zijn positie verliezen. Volgens verdragen blijft Straatsburg een officiële vestigingsplaats voor de Europese instellingen.

De impact van een eventueel vertrek van Europese instellingen naar Straatsburg zou enorm zijn. We moeten dus op een constructieve manier deelnemen aan dit Europese debat om de stem van Brussel te laten horen, anders zullen we het ons de komende jaren misschien betreuren.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *Ik neem op alle vlakken mijn verantwoordelijkheid inzake de Europese instellingen. Minister Wilmès kan u wijzer maken over de belangrijke rol die het gewest speelde bij de vaccinatie van Europese ambtenaren in Brussel.*

We maken werk van onze relatie met Europa, die nu goed loopt, wat in het verleden niet altijd het geval was.

Als u wil meewerken aan die goede relatie, schaar u dan mee achter de heraanleg van de Schumanrotonde. De Europese instellingen willen niets liever dan dat dat grote verkeersknooppunt een gezellige ontmoetingsruimte wordt.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) (in het Frans).- *Op mijn vraag over de reactie van de Straatsburgse overheid antwoordde u dat u ervoor gekozen hebt om niet te reageren. Dat maakt me ongerust. We moeten het standpunt van Brussel kenbaar maken.*

- *Het incident is gesloten.*

QUESTION ORALE DE M. GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'éventuelle mise en place d'une plateforme pour la recherche de financements européens".

M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).- Le ministre-président du gouvernement wallon a annoncé, lors de la présentation de sa stratégie de politique internationale, qu'il mettrait en place une plate-forme Wallonia inside EU face au constat d'un manque de recherche de financements européens par les acteurs wallons.

Cette plate-forme vise à "améliorer les performances des acteurs wallons dans la captation de moyens financiers des projets européens". L'idée est de "rassembler les forces en présence pour multiplier leur impact, repérer les éventuels chaînons manquants, mobiliser davantage de moyens, aligner la stratégie et faciliter le cheminement des opérateurs au sein des arcanes liés aux financements et projets européens".

Sachant que notre ville-région bénéficie de cinq fonds européens structurels et d'investissement, il serait intéressant de doter nos acteurs bruxellois d'une plate-forme de ce type afin de favoriser l'information, la promotion et la captation potentielle de ces financements.

Quel est le suivi de ce dossier par vos services ? Avez-vous pris contact avec certains de vos homologues du gouvernement wallon à ce sujet ? Dans l'affirmative, qu'en est-il ressorti ?

Une réunion entre vos services et le commissaire aux affaires européennes a-t-elle eu lieu afin de discuter de cette initiative ? Dans l'affirmative, avez-vous abordé la problématique ?

Quelles sont les réactions et démarches des autorités régionales bruxelloises face à la création de cette nouvelle plate-forme ? La Région compte-t-elle faire de même ?

Le commissaire à l'Europe vous a-t-il proposé une stratégie afin d'aider les acteurs bruxellois à participer aux appels à projets et aux demandes de subventions ? Si oui, peut-on en connaître les contours ?

Disposez-vous d'une estimation des montants escomptés par les acteurs wallons ? Si oui, cela vous permet-il d'estimer le potentiel pour la Région bruxelloise ?

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de eventuele oprichting van een platform voor het zoeken naar Europese financiering".

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) (in het Frans).- *De Waalse minister-president heeft de oprichting aangekondigd van het platform Wallonia inside EU, dat de Waalse spelers moet helpen bij het zoeken naar Europese financiering.*

Aangezien het Brussels Gewest een beroep doet op vijf Europese structuur- en investeringsfondsen, zou het zeker baat hebben bij een soortgelijk platform.

Hebt u met uw Waalse collega contact opgenomen over het dossier? Hebben uw diensten erover vergaderd met de Brusselse commissaris voor Europa? Is het Brussels Gewest van plan een soortgelijk platform op te richten?

Heeft de Brusselse commissaris voor Europa een strategie uitgewerkt om de Brusselse spelers te helpen in hun zoektocht naar Europese financiering?

Op hoeveel schat u het subsidiepotentieel voor het Brussels Gewest?

Hoeveel zou de oprichting van een dergelijk platform kosten?

Enfin, connaissez-vous le coût de l'initiative Wallonia inside EU ? À combien s'élèverait le coût d'une telle plate-forme pour Bruxelles ?

143

M. Pascal Smet, secrétaire d'État.- Puisqu'il s'agit d'une initiative wallonne, aucun suivi n'est assuré par les services de la Région de Bruxelles-Capitale. En outre, aucune concertation entre Brussels International et le Commissariat à l'Europe et aux organisations internationales (CEOI) n'a eu lieu à ce sujet, puisque cela n'est pas du ressort du CEOI, mais bien de Brussels International.

La mission du CEOI est d'entretenir et de développer des liens directs entre le gouvernement régional et les nombreuses institutions internationales, ainsi que de prendre les mesures nécessaires permettant d'asseoir le statut de Bruxelles en tant que capitale de l'Europe et centre d'institutions internationales. Cette problématique ne fait donc pas partie de ses compétences.

La coordination de la politique européenne revient en réalité à Brussels International, organisation au sein de laquelle collaborent étroitement la délégation de la Région auprès de l'Union européenne et la cellule affaires européennes et multilatérales.

Comme indiqué dans la réponse à votre question écrite du 29 octobre 2020, le gouvernement a écrit dans sa déclaration de politique générale commune sa volonté de mettre sur pied un service d'assistance aux porteurs de projets bruxellois, administrations régionales, pouvoirs locaux, petites et moyennes entreprises, universités et entreprises non marchandes, ce qui permettrait de mieux capter les subsides européens, mais aussi d'assurer plus d'équité, voire d'efficacité, dans l'accès et la distribution de fonds européens.

Le projet est en cours au sein de la direction générale Brussels International en vue de créer un pôle d'expertise qui aidera les administrations et organismes d'intérêt public (OIP) régionaux à développer un suivi approfondi et une expertise juridique et financière des instruments financiers, mais aussi à renforcer et élargir le développement de projets européens.

145

Les collaborateurs du projet ont l'intention d'informer les collègues wallons et flamands, ainsi qu'un certain nombre d'autorités locales et régionales en Europe, de ces méthodes de travail et des outils utilisés.

Ni mon administration ni moi-même ne sommes au courant des montants prévus par la Région wallonne pour le développement de Wallonia inside EU, ni de ceux que l'initiative compte attirer. Vous pouvez toujours prendre contact avec les instances compétentes pour de plus amples informations sur la question, votre parti étant membre du gouvernement wallon.

147

M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).- Une fois de plus, je regrette qu'on passe à côté de l'enjeu et de la question par une pirouette politique. Vous me répondez que vous ne faites pas partie du gouvernement wallon. Moi non plus, M. Smet. Certes,

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- Onze diensten volgen dit dossier niet, aangezien het om een Waals beleidsinitiatief gaat. Met het Commissariaat voor Europa en de Internationale Organisaties (CEOI) hebben we niet overlegd, aangezien Brussels International ter zake bevoegd is. De opdracht van het CEOI bestaat erin contacten te onderhouden met internationale instellingen en maatregelen te nemen om het statuut van Brussel als Europees en internationaal centrum te versterken. Brussels International daarentegen is bevoegd voor de coördinatie van het Europese beleid.

Conform de algemene beleidsverklaring zal de regering een dienst opzetten voor de begeleiding van Brusselse projectdragers, niet alleen om hun kansen op Europese subsidies te verhogen, maar ook om de verdeling van die subsidies rechtvaardiger en efficiënter te laten verlopen. Brussels International werkt momenteel aan de oprichting van een juridische en financiële expertengroep die grondige begeleiding zal verstrekken aan de gewestelijke administraties en instellingen van openbaar nut.

Voor informatie over het budget van Wallonia inside EU en over het subsidiepotentieel kunt u zich richten tot uw partijgenoten die deel uitmaken van de Waalse regering.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) (in het Frans).- Mijnheer Smet, noch u noch ikzelf maken deel uit van de Waalse regering. Het Waalse voorbeeld verdient echter navolging. We zouden contact kunnen opnemen met de Waalse

mon parti, oui ; mais je n'ai pas la compétence sur les affaires européennes.

Je suis membre de cette commission, et il me tient à cœur d'essayer de faire bouger les choses. Quand je vois que les Wallons comprennent l'enjeu et la plus-value que peuvent représenter les subsides européens, je trouve que nous devrions en faire autant. Mettre en place une telle plate-forme pourrait constituer un plus.

Ma question aurait pu se résumer ainsi : avez-vous l'intention de mettre en place une plate-forme équivalente à la plate-forme wallonne ? Nous pourrions appeler le gouvernement wallon et leur demander si nous pouvons nous servir du même canevas, car nous sommes dans le même bateau ! Dans le cadre de cette crise, nous aurons plus que jamais besoin de ces subsides européens.

L'initiative wallonne vise à mieux faire corrélérer les subventions et les petites et moyennes entreprises qui pourraient y répondre. Essayons de faire la même chose ! Soyons constructifs, au lieu de nous contenter de considérer que les Wallons font ce qu'ils veulent.

Si vous choisissez de ne pas créer de plate-forme de ce type, soyez franc et assumez-le. Toutefois, je préfère penser que vous choisirez de mettre en place une initiative équivalente, et je vous en félicite d'avance.

- *L'incident est clos.*

beleidsverantwoordelijken om hen te vragen of we hun strategie mogen overnemen. Door de pandemie en de economische crisis zitten we immers in hetzelfde schuitje.

Als u niet van plan bent om een dergelijk platform op te richten, waarom zegt u het dan niet gewoon? Ik blijf hopen dat het tegendeel waar is.

- *Het incident is gesloten.*